



# Déclaration liminaire au Comité Technique Local du Morbihan 1er juillet 2014

---

Ce Comité Technique Local se déroule alors que tous les clignotants sont au rouge. Le chômage progresse toujours, le pouvoir d'achat des salariés baisse et la croissance se fait encore attendre. Pour la CGT, c'est bien la preuve que les politiques d'austérité sur fond d'inégalités scandaleuses dans la répartition des richesses conduisent à l'impasse aussi bien en France que dans tous les pays où elles sont appliquées.

Concernant le volet rémunérations, la Ministre de la Fonction Publique propose d'augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires gagnant moins de 1,5 fois le SMIC en baissant les cotisations retraite.

La CGT s'oppose à cette mesure.

Rappelons qu'une hausse de 0,4% par an des cotisations de pensions civiles de 2015 à 2020 a été votée lors des dernières réformes des retraites et, par conséquent, cette mesure n'aura quasiment aucun effet.

La CGT s'insurge de ces méthodes où l'on fait croire aux salariés qu'on améliore leur pouvoir d'achat en baissant la part du salaire socialisé. C'est proprement scandaleux.

Concernant le volet emploi, le Ministère des Finances reconnaît que le cocktail « baisse des charges pour les entreprises » et « réduction des dépenses » détruit plus d'emplois qu'il n'en crée!

Créer des emplois, c'est l'objectif du Pacte de responsabilité et de solidarité, discuté actuellement à l'Assemblée. Le problème, c'est qu'il en détruit 60 000 à l'horizon 2017, selon les calculs du Trésor, cités par le rapporteur général du Budget Valérie RABAULT.

A la DGFIP, les incessantes restructurations ne résolvent en rien les manques criants de personnels. Vous mettez la charrue avant les bœufs. Vous adaptez les missions aux moyens et l'Homme doit s'adapter au travail toujours trop important. Et ça casse pour les agents.

Le DUERP, le TBVS et autre baromètre social en font la démonstration.

Votre réponse aux risques psycho-sociaux: 2 500 postes B et C non pourvus après mouvement de mutations, c'est du jamais vu!!!

A quoi bon les indicateurs, si vous n'en tenez pas compte.

A quoi bon un Médecin de Prévention, si longtemps attendu, si vous ne tenez pas compte de ces avis.

A quoi bon le dialogue social (37 réunions), si vous n'entendez pas nos revendications:

- Arrêt des suppressions d'emplois
- Création de postes
- Reconnaissance des qualifications
- Augmentation des salaires

D'après le baromètre social, seulement 25% des agents sont optimistes quant à leur avenir à la DGFIP, 18% estiment qu'elle évolue dans le bon sens. Ces chiffres sont éloquentes.